



ANAPI

AGENCE NATIONALE POUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

RDC, Une Terre d'Opportunités au Coeur de l'Afrique



Anthony NKINZO

Directeur Général de l'ANAPI

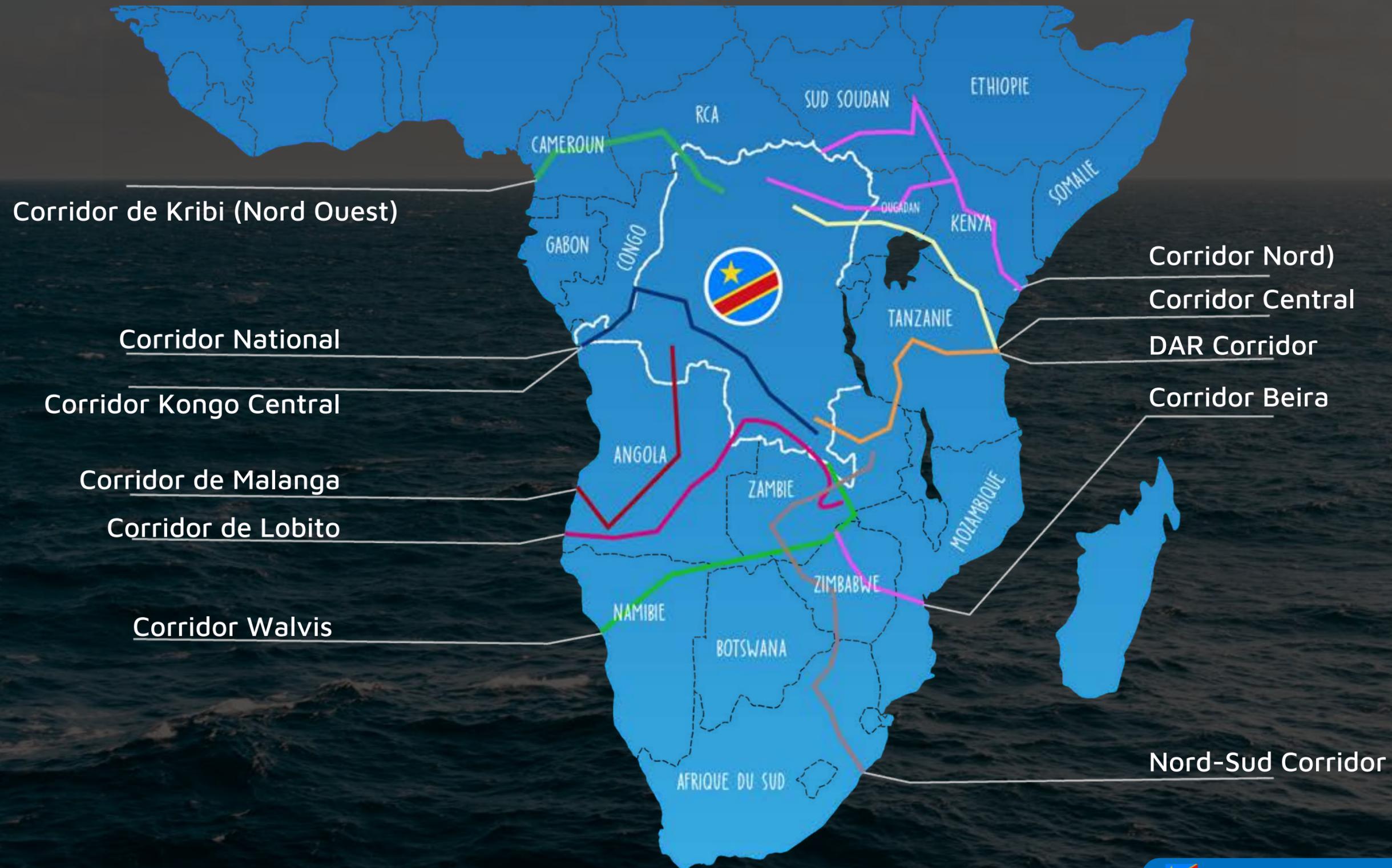


AGENDA

- 1. BRÈVE PRÉSENTATION DE LA RDC**
- 2. POTENTIALITÉ & OPPORTUNITÉS DES AFFAIRES**
- 3. LES SECTEURS**
- 4. LE CLIMAT DES AFFAIRES**
- 5. ANAPI : SERVICE DE FACILITATION DES INVESTISSEURS**
- 6. EXPÉRIENCES RÉUSSIES EN RDC**
- 7. CONCLUSION**



La République Démocratique du Congo




Position
Géo-
stratégique

± 250 M
de
consommateurs
potentiels.


Point d'accès
vers plusieurs
pays
d'Afrique.

La République Démocratique du Congo

- Frontières avec 9 pays voisins sur une étendue de 9.165 Km
- Superficie : 2.345.410 km²
- CAE, SADC et Union Africaine



Investir en République Démocratique du Congo

7 raisons de choisir la RDC

VASTE MARCHÉ
AU CŒUR DE
L'AFRIQUE



CLIMAT
POLITIQUE
FAVORABLE



ÉCONOMIE
LIBRE ET
PROMETTEUSE



MAIN-D'OEUVRE
ABONDANTE,
JEUNE ET PEU
CÔUTEUSE



TERRE AUX
MULTIPLES
POTENTIALITÉS ET
OPPORTUNITÉS
D'INVESTISSEMENT



INFRASTRUCTURES
EN PLEINE
RÉHABILITATION ET
MODERNISATION



ENVIRONNEMENT
DES AFFAIRES DE
PLUS EN PLUS
ATTRAYANT ET
CONCURRENTIEL



Analyse de la situation

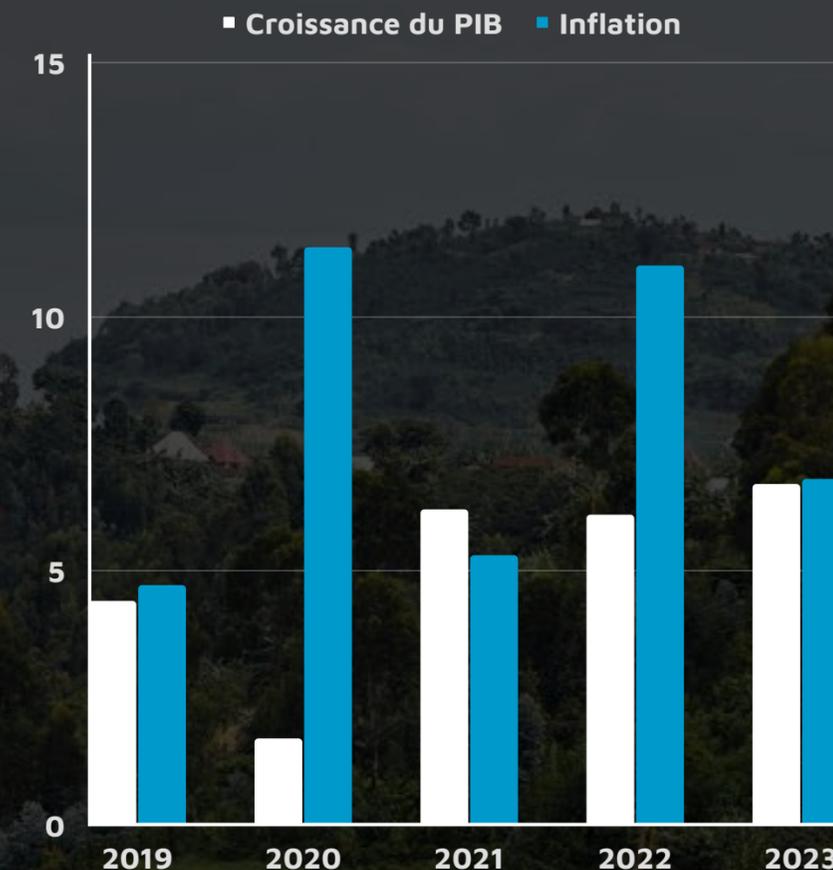
Autres indicateurs

Taux d'investissement moyen : 20,8% en 2017

Flux d'investissements directs étrangers : 1,5 milliard USD en 2020

Stock d'IDE : 25,6 milliards en 2019

SOURCE : UNCTAD, RAPPORT ANNUEL 2021



Source: IMF

- 2019 : Début de la mise en œuvre effective de plusieurs réformes institutionnelles et structurelles.
- 2020-2022 : Début de la reprise économique.



Population : ±89.6 millions (2020)

plus de 60% sont des jeunes (Promulgation et promotion de la loi sur l'entrepreneuriat)

Spécialisation croissante de la main-d'œuvre

Source: IMF

Cadrage macro-économique

Années	PIB Reel	PIB Industrie Extractives	PIB Hors Industries Extractives	Taux d'Inflation fin Période	Réserves de Change (en mois d'importations)	Pression Fiscale (en % du PIB)	PIB Nominal (en millions de USD)
2019	4%	1%	5.8%	4.6%	0.8%	0.8%	51.8%
2020	1.7%	9.7%	-1.3%	15.8%	0.7%	0.7%	49.4%
2021	6.2%	10.1%	4.5%	5.4%	2.6%	10.5%	55.4%
2022	6.1%	10.6%	4.2%	11%	0.8%	10.5%	63.6%

Evolution positive de la notation

Standard & Poor's : Passage de CCC+ à B-
 Bloomfield Investment Corporation : Obtention de la première note financière souveraine
 1.BBB (Note d'investissement) avec une perspective stable, à long-terme ;
 2.A2 (Note d'investissement) avec une perspective stable, à court-terme

SOURCE : MINISTÈRE DU PLAN, DIRECTION DES ETUDES MACROÉCONOMIQUES ET FMI

PERSPECTIVES PIB/NOMINAL (EN MILLIARDS USD) :
74,954.35 (2023); 82,876.56 (2024); 85,446.87 (2025)

Gouvernance économique

Caractérisée par :

Orthodoxie dans la gestion des finances publiques, avec un excédent de 641 milliards CDF en juin 2022(*) ;

Renforcement des mécanismes de contrôle anti-corruption (patrouille financière avec l'Inspection Générale des Finances) ;

Atténuation de la vulnérabilité de la balance des paiements ;

- Accumulation significative des réserves de change qui s'élève au 13 mai 2022 à 3,79 milliards de USD (Source : BCC, Condensé d'informations statistiques) représentant 7 semaines d'importations.
 - 9 semaines d'importations /cadrage macro-économique 2023

Orthodoxie de la politique monétaire et de la politique fiscale.

L'amélioration de la notation du pays est due à la bonne gouvernance. Elle contribue à l'atténuation du risque pays et permet d'attirer les IDE.

Quatre orientations stratégiques :

Simplifier, dématérialiser et renforcer la transparence des procédures administratives

Simplifier la fiscalité et promouvoir l'accès au crédit

Moderniser la justice commerciale et améliorer la résolution des litiges commerciaux

Améliorer la concertation, la communication et le suivi sur les réformes.

Perspectives économiques

L'économie de la RDC s'est avérée résiliente en 2020, avec une croissance positive du PIB de 1,7%, suivie d'une forte reprise en 2021 (+6,2%).

Les perspectives de croissance se sont sensiblement améliorées plaçant la RDC au premier rang de l'émergence du continent.

Les programmes de développement des infrastructures à l'échelle nationale stimuleront l'expansion des secteurs de la construction et des transports.

La croissance économique est tirée par le secteur minier et avec une perspective des nouvelles unités de production.

L'augmentation en moyen terme du secteur agricole soutenue par le programme volontariste agricole du Gouvernement, avec le développement d'une chaîne de production alimentaire locale.

remontée des prix des matières premières

importants projets d'investissements publics contribuant à la diversification progressive de l'économie;

déploiement de nouvelles capacités de production dans le secteur extractif;

lancement de nouveaux projets d'investissements.

Le Gouvernement souhaite que la croissance soit portée de plus en plus par les secteurs de l'industrie et de l'agro-industrie.

La RDC affiche l'une des croissances les plus vigoureuses de la région

Evaluation à long terme basée sur :

- Un plan de réformes en profondeur des finances publiques ;
- La dette publique reste modérée ;
- Une dette extérieure avec une forte composante concessionnelle qui permet un faible coût de la dette et une économie résiliente et en croissance.

Les Secteurs



Pourquoi devrions-nous opter pour la RDC?



Agriculture, Pêche & Elevage

La demande nationale est couverte par les importations :



MAÏS 20% du total



BLÉ 90% du total



RIZ 90% du total



Terres arables

80 millions d'hectares de terres arables et 4 millions d'hectares de terres irrigables;



Pêche

Potentiel halieutique de **700.000 tonnes de poissons par an;**



Marché

Une part de marché importante due à l'insuffisance de l'offre nationale par rapport à la demande.



Elevage

Potentiel de l'élevage de **40 millions de têtes de gros bétail;**



Climat

Climat varié et pluviométrie abondante (1000 mm par an), favorables pour le développement de l'agriculture.

Agriculture, Pêche & Elevage

La promotion en priorité par ses spéculations vise à réduire les importations et à contribuer à la diversification de l'économie.

Le déficit de la production nationale nécessite le développement des investissements dans ces différents secteurs de l'agro-industrie.

Secteurs agricoles identifiés pour 2023

Cultures alimentaires : produits de consommation

Maïs, manioc, riz, soja, oignon, tomate,...

Cultures d'exportation

Café, thé, cacao, coton, palmier à huile, etc.



Industrie



6 Zones industrielles

- Zone Ouest;
- Zone Sud-Est;
- Zone Centrale;
- Zone Est;
- Zone Nord-Est;
- Zone Nord-Ouest.



20 Zones économiques spéciales (ZES)

- 2 ZES sont en cours d'élaboration.
- Les 18 autres ZES sont à la recherche de développeurs.



Agroalimentaire - Parcs industriels.

Trois études de préféabilité ont été validées et les autres sont en cours.

Industrie

INFRASTRUCTURE	ROUTE	AÉROPORT ET PISTES	CHEMIN DE FER	PORTS	BARRAGE HYDROÉLECTRIQUE	ZES	TOTAL
Zone Ouest	3,959.08	471,986	2,200.00	1,900.00	20,000.00	353,00	28,884,066
Zone Nord Ouest	3,381.84	125.00	374.00	180.00	26.00	270.00	4,356.84
Zone Nord Est	4,071.48	100.00	3,496.00	1,200.00	1,200.00	180,00	9,127.48
Zone Centrale	4,072.60	137,562	787,00	120.00	160.00	360.00	5,637,162
Zone Est	1,993.56	136.09	665.00	136.09	175.00	630.00	3,719.65
Zone Sud	3,837.88	310.00	1,597.00	120.00	700.00	180.00	6,744.88
Total	21,316.44	1,280,638	9,119.00	2,520.00	22,261.00	1,973.00	58,470.00

Promotion de l'industrialisation



Identifier et enregistrer par estampillage et code-barres, des produits congolais.



Promouvoir, dans l'application de ce Plan, les chaînes de valeurs agricoles;



Créer, en partenariat avec le secteur privé, et promouvoir des Zones Economiques Spéciales à travers les espaces industriels;



Créer un Fonds Spécial pour le financement des études de faisabilité des Zones Economiques Spéciales et des Infrastructures de base dans lesdites ZES;



Faciliter l'acquisition des petites machines de transformation des produits locaux;



Mettre en œuvre le Plan national d'industrialisation en vue de réhabiliter le tissu industriel congolais



Disponibiliser des espaces devant servir de Zones Economiques Spéciales à travers les Provinces;



Mettre en place des Accélérateurs de Développement Industriel et Durable;

Mines

RESSOURCES MINÉRALES CONNUES À CE JOUR	RÉSERVES (EN TONNES)	PRODUCTION 2017 (EN TONNES)
Cuivre	75 000 000	1 141 376,11
Cobalt	6 000 000	90 319,41
Zinc	7 000 000	12 337,32
Cassitérite	800 000	17 681,66
Coltan	30 000 000	1 995,71
Wolframite	400 000	247,94
Lithium	31 000 000	-----
Or	750	31,59
Diamant	730 000	-----
Niobium	150 000	-----



60% des réserves mondiales de cobalt

- L'un des principaux composants actuellement utilisés dans l'industrie automobile.



Réserves de cobalt

- Le coltan de RDC est un minerai rare actuellement utilisé dans la production de téléphonie mobile.



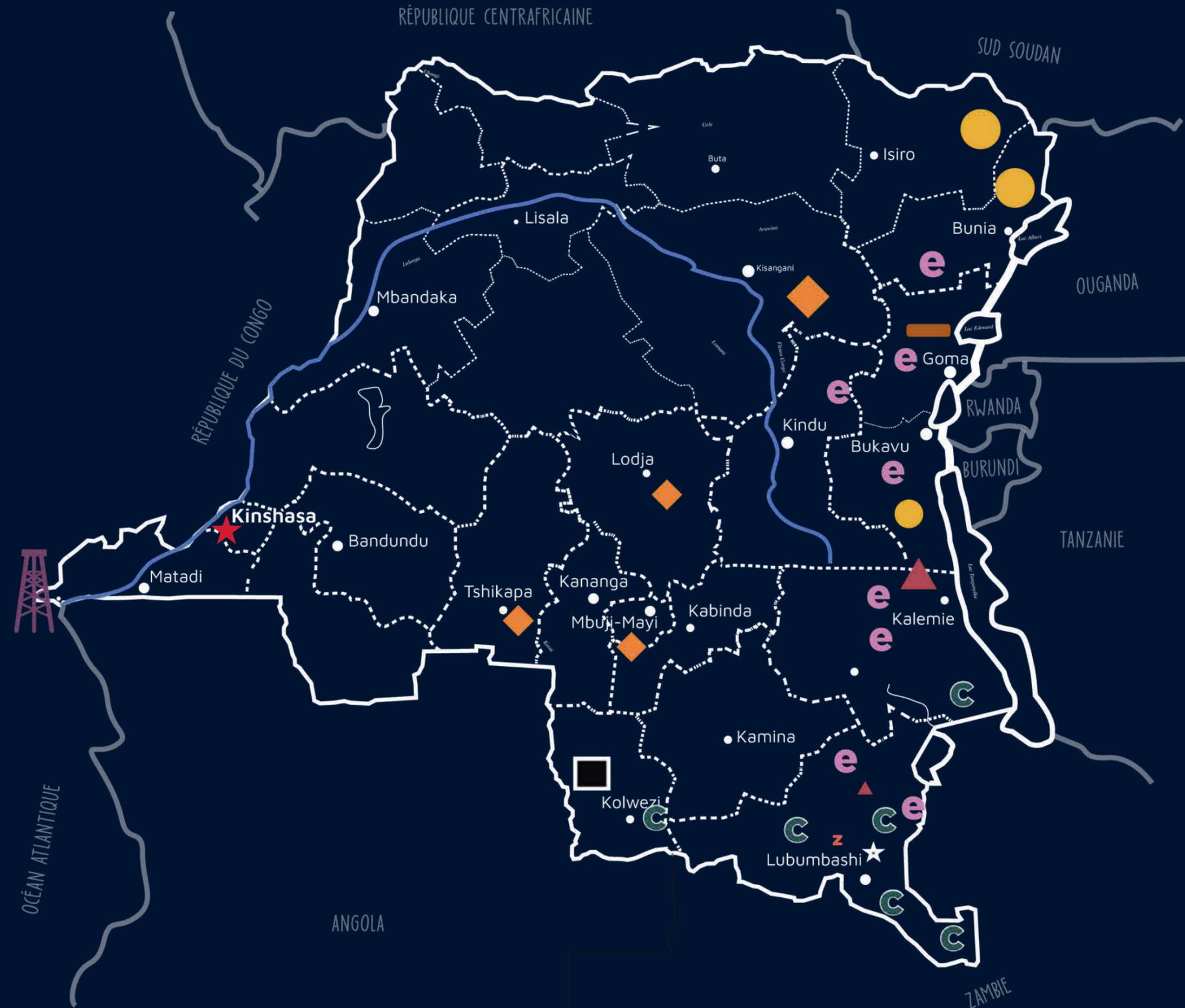
Minéraux stratégiques

- La RDC détient d'importantes réserves de lithium, principalement utilisé pour la production de batteries et qui est essentiel à la production de voitures électriques.

Mines

LEGENDES

- ★ : Capitale
- : Villes
- : Limites des frontières
- ☆ : Uranium
- 🏠 : Pétrole
- ▲ : Charbon
- ◆ : Diamant
- : Or
- Ⓒ : Cuivre et Cobalt
- e : Etain
- : Manganèse
- Z : Plomb et Zinc
- ▬ : Coltan



Mines

Modèle de développement de la chaîne de valeur



Création de plusieurs milliers d'emplois directs et indirects à durée indéterminée
Valorisation des investissements de milliers de PME et PMI dans la sous-traitance du secteur minier et autres;
la croissance du PIB;
Fabrication de batteries électriques : secteur éligible dans le code des investissements;
Suites à donner : Mise en oeuvre de la DSPN.

Assurances



Opportunités

- Libéralisé par la Loi n°15/005 du 17 mars 2015 sur le Code des assurances ;
- Création de l'Autorité de Régulation et de Contrôle des Assurances (ARCA) ;
- Grand marché à fort potentiel.

- Faible taux de pénétration : 0,71% du PIB;
- Marché actuel estimé à 900 millions de dollars US (mais seulement +/-7 % capturé) - marché potentiel de 3 à 5 milliards de dollars US à moyen terme ;
- Facteurs socioéconomiques : 91,994 millions d'habitants, secteurs importants (mines, pétrole, infrastructures..)



Secteurs stratégiques et marché

- **Capacité technique**
- **Sensibilisation**
- **Antifraude**

La libéralisation du secteur de l'assurance facilite les flux d'investissement

Energie

Potentiel hydroélectrique de 100 000 MW



44 000 MW sur le site d'Inga, soit 44% du total

Potentiel exploité : 2500 MW, soit 2,5%

56 000 MW disséminés sur 780 sites dans le pays.

Energie

Projets en cours

Projets en cours

Construction de la centrale hydroélectrique de Mbamba de 33,6 MW et des réseaux de transport et de distribution connexes dans la province de Kwilu

Projets en cours

Extension de la centrale hydroélectrique de 43 MW de Kiyimbi et des réseaux de transport et de distribution associés dans la province de Maniema, etc.

Projets en cours

Construction de la centrale hydroélectrique des Portes d'enfer de 132 MW et des réseaux de transport et de distribution connexes dans la province du Tanganyika

Projets en cours

Construction de la centrale hydroélectrique de Wanirukula de 688 MW et des réseaux de transport et de distribution connexes dans la province de TSHOPO;

Projets en cours

Construction de la centrale hydroélectrique de Kapanga et des réseaux de transport et de distribution connexes dans la province de Kwango

Autres sources d'énergie



Eoliennes

Les régions les plus favorables (sur les rives du lac Tanganyika et autour de Kabinda) pour l'installation d'éoliennes bénéficient de vents variant entre 5 et 6,5 km/h



Bois

1.250 millions de tonnes, 122 millions d'ha de forêt équatoriale



Minerai de charbon

720 millions de tonnes



Gaz Naturel

57 milliards de m³ de méthane dissous dans le lac Kivu, une ressource partagée avec le Rwanda



Solaire

70.000 MW (identifiés) sur l'ensemble du territoire



Géothermie

A évaluer.
Opportunités à saisir pour investir dans ce secteur.

Hydrocarbures

Le potentiel pétrolier



Le bassin sédimentaire de la Cuvette Centrale (800 000 km²), avec 32 blocs



Le bassin côtier (5992 km², province centrale de Kongo);



La branche ouest du bassin du Rift est-africain

- **Le Graben Albertine (5 blocs, 1 ouvert à l'exploration);**
- **Le Tanganyika Graben (11 blocs);**
- **Lac Kivu (ouvert à l'exploitation du méthane);**
- **Lac Moero;**
- **Lake Upemba.**

Hydrocarbures



Bassin côtier

- Ressources possibles :
- Bloc Ndunda : 130 millions de barils (ENI);
- Blocs Yema et Matamba Makanzi : 800 millions de barils (SONAHYDROC SA / FRACGEO);
- Bloc de Nganzi : 2 milliards de barils (SONAHYDROC SA / FRACGEO);
- Bloc Losthi : 313 millions de barils (ENERGULF);
- Sables bitumineux de Mavuma : 14531000 tonnes de certaines réserves et 80000000 tonnes de réserves possibles (ex SOBIASCO)



Graben Tanganyika

- Ressources potentielles:
- 3,346-5,694 milliards de barils (ENI) ;
- 10 milliards de barils (SNHC/FRACGEO)



Graben Albertine

Ressources potentielles :
5 463 milliards de barils



Gaz méthane du Lac Kivu

Réserves estimées :
60 000 000 Nm³

Cuvette Centrale

- Ressources potentielles :
- 2.8 milliards de barils (ECL);
 - 10 milliards de barils (HRT)



Réserve potentielle

42 milliards de barils

Carte des réserves : Hydrocarbures et gaz

Tourisme



PARCS NATIONAUX

9 parcs nationaux et 63 zones et domaines protégés dont cinq sites du patrimoine mondial (Salonga, Virunga, Kahuzi Biega, Garamba et la réserve de faune à okapis) ;



Un assemblage unique d'habitats, des mangroves aux glaciers, des savanes aux forêts marécageuses, qui offre la possibilité d'une immense variété d'activités touristiques.



PLANTATIONS DE CAOUTCHOUC

145.500 Km² de tourbière enfouie dans le bassin du fleuve Congo, la plus grande du monde ;



3 jardins botaniques et 3 jardins zoologiques ;



TERRITOIRE

Plus de 250.000 Km² de zones protégées.
Objectif légal : 360.000 Km², soit 15% du territoire national ;

Les opportunités de l'industrie du tourisme



Réhabilitation des zones et réserves de chasse avec la construction de chalets et l'installation de services d'accueil, de sécurité et de balisage des sentiers ;



Création de stations balnéaires avec aménagement des plages, banques d'accès et matériel de camping ;



Développement de nouveaux sites touristiques ;



Disposition autour des chutes des sites de commodité : bungalow.



Développement de l'éco-tourisme ;



Réhabilitation du jardin botanique de l'EALE en Equateur ;



Création d'un transport touristique fluvial et lacustre de plaisir et d'excursion ;



Réhabilitation et construction d'hôtels, de restaurants, de zones protégées et d'autres infrastructures touristiques ;



Modernisation des parcs nationaux et possibilités de cogestion ;



Construction d'un parc hôtelier dans le parc des Virunga et d'un site touristique dédié ;

Santé

Secteur public

- Hôpitaux Généraux de référence (HGR): 474
- Centres de Santé (CS): 8.431

Secteur privé

1.288 centres de santé (60% dans la Ville Province de Kinshasa)



560
Centres de santé



Construction et dotation en équipements médicaux



26 Hôpitaux Généraux de référence.

Provinces	Kinshasa	Orientale	Kongo Central	Bandundu	Sud-Kivu	Kasaï Or.	Katanga	Equateur	Kasaï Occ.	Maniema	Nord-Kivu
Nombre	762	106	78	67	65	56	42	25	16	9	2

Source : ANAPI : Cahier Sectoriel de la Santé, décembre 2018

Education

41,739

écoles publiques payantes

23,150

Réhabilités par l'État

Source : Ministère de l'éducation

Création d'écoles techniques et commerciales.

Création de centres de formation pour les jeunes.

Renforcer la prestation, l'accès et la qualité des services d'éducation



Création d'entreprise

- Existence d'un guichet unique pour la création d'entreprise (Kinshasa, Lubumbashi, Kolwezi, Goma, Bukavu, Kisangani; en cours d'implantation dans les autres provinces) ;
- Durée : 3 à 5 jours ;
- Coût : 80 USD ;
- Procédures : 3 étapes clés
- Authentification facultative des statuts ;
- Formalités en un seul point : GUCE.



Paielement des impôts

- PBI à 30% ;
- Pénalités fixées à 2% ;
- Réduction du délai de traitement d'un litige fiscal de 6 à 3 mois ;
- Introduction d'un taux unique de TVA de 16% ;
- Télédéclaration.



Transfert de propriété

- Délais et procédures : de 15 à 21 jours (Bâtiments avec une circonscription proche / éloignée) ;
- Sécurisation du titre : (Vérification du Congo et téléconsultation) Délais : 8 jours pour la sécurisation du titre ;
- Affichage des procédures, délais et coûts



Permis de construire

- Existence d'un guichet unique ;
- Délégation de la signature du permis de construire au secrétaire général et aux chefs des divisions provinciales ;
- Réduction de 50% de la taxe de construction ;
- Réduction des procédures de permis de construire de 11 à 6 ;
- Institution d'inspections obligatoires avant, pendant et après la construction ;
- Couverture d'assurance tous risques obligatoire avant la délivrance d'un permis de construire.

Le climat des affaires en RDC

Le Présent



Le climat des affaires en RDC

Le Futur



Création d'entreprise

- Interconnexion et mise en réseau complète de tous les services intervenant dans le processus de création d'une entreprise ;
- Création d'entreprise en ligne (formalités administratives et paiement des droits).



Permis de construire

- Dématérialisation complète de la procédure du permis de construire ;
- Réduction des procédures de délivrance des permis de construire de 6 à 3 ;
- Mise en place d'un guichet unique d'instruction et de délivrance des permis de construire.



Transfert de propriété

- Numérisation du cadastre et informatisation des procédures relatives aux affaires foncières ;
- Elaboration d'un droit foncier moderne, modernisé et adapté aux évolutions de la société.



Paiement des impôts

- Fixation du délai d'allégement à 48 heures ;
- Informatisation de la chaîne des recettes ;
- Installation de caisses enregistreuses pour la collecte de la TVA ;
- Mise en place d'un régime spécial de paiement des impôts, taxes, droits et redevances en faveur des entrepreneurs et des petites entreprises ;
- Définition uniforme de la PME.

Quelques réformes notables

Une volonté et un portage politique affirmés

Numérisation des services et de la communication : Loi sur le numérique

Processus de création des Zones Economiques Spéciales ; Lois et projets

Digitalisation des procédures

Paiement taxes & impôts : Télé-procédure, Télé-déclaration cours

Libéralisation de tous les secteurs d'activités économiques : Electricité, Assurances, Agricole, etc.

Mise en place du logiciel Logirad, Isys-régies, logiciel de gestion intégrée (PGI) de l'impôt à la DGI, pour une simplification de la procédure et du paiement des impôts

Création d'entreprise : Mise en place de d'un GUCE

Rationalisation des systèmes de paiement des droits dus à l'État

Accords bilatéraux en matière de promotion et de protection des investissements entre la RDC et plusieurs pays du monde

Garantie des investissements ; Loi sur les partenariats public-privé

Commerce Transfrontalier ; Guichet Unique Intégral du Commerce Extérieur

Reformes & gouvernance relatives au climat des affaires

Gouvernance

Agence de Prévention et de Lutte contre la corruption (APLC) a publié en mai 2022 sa Stratégie Nationale de Lutte contre la Corruption 2022-2026;

Détection et investigation

Prévention

Répression.

Inspection Générale des Finances: Patrouille financière

Impacts de la Mise en œuvre des réformes

Plusieurs mesures ont été mises en œuvre pour lutter contre l'inflation notamment :

Suspension de la TVA sur certains produits importés à partir du 1er mai 2022;

Réduction du taux de la TVA à 8% applicable à certains produits : chinchards, poissons salés,..

Réduction du taux de la TVA à 0% applicable aux exportations et opérations assimilées.

Realisations institutionnelles phares

1 Mise en place
de l'unité
Partenariat
Public-Privé;

2 Mise en place du
Guichet Unique
de traitement
des dossiers et
de délivrance du
permis de
construire ;

3 Mise en place des
logiciels Logirad,
Isys-régies, Progiciel de
gestion intégrée (PGI)
de l'impôt à la DGI, pour
une simplification de la
procédure & paiement
d'impôts et taxes ;

4 Intégration de tous
les services
intervenant au
Commerce Extérieur
sur la plateforme
électronique de la
SEGUCE ;

5 Rationalisation
des
systèmes de
paiement des
droits dus à
l'Etat;

6 Mise en place
d'une cellule de
traitement de
demande de
mutation à
caractère
commercial;

7 Mise en place du
Système intégré de
Gestion des
Marchés Publics
"SIGMAP" pour la
numérisation des
marchés publics en
RDC.

Vision d'implémentation des réformes sur l'environnement des affaires

Quatre orientations stratégiques :

Simplifier, dématérialiser et renforcer la transparence des procédures administratives ;

Simplifier la fiscalité et promouvoir l'accès au crédit;

Moderniser la justice commerciale et améliorer la résolution des litiges commerciaux;

Améliorer la concertation, la communication et le suivi sur les réformes.

Infrastructures

1. Voie routière

- Réseau routier national : 152.400 Km dont + 2% revêtus ;
- Routes d'intérêt général : 58.125 Km dont +19,5 % en bon état.

2. Voie ferrée

- Longueur : 5.033 Km dont +95% est à moderniser ou à réhabiliter (source : DEP/ITPR).

3. Voie maritime, fluviale et lacustre

- Longueur : 16.238 Km à baliser, draguer et exploiter en majeure partie.

4. Aéroportuaires

- Plates formes : 270, dont 101 ouvertes à la circulation publique et dont 4 au trafic international (Kinshasa, Lubumbashi, Kisangani et Goma).
- Nécessité de réhabilitation et de modernisation de la plupart des infrastructures aéroportuaires du pays.

Infrastructures



Projets en cours

Implémentation du
Projet de
Développement Local
des 145 Territoires
(PDL)



Projets en cours

Réhabilitation du port de
Matadi et la construction
du port de Banana :
Première phase prévoit la
construction d'un quai de
600m² et d'un espace de
stockage de 25 hectares;



Projets en cours

Construction du pont
route rail Kinshasa-
Brazzaville sur le
fleuve Congo : 726
millions d'euros;



Projets en cours

Prolongement du
chemin de fer
Kinshasa – Ilebo;



Projets en cours

Projet d'Accès, de
Gouvernance et de
Réformes pour les
secteurs de
l'Electricité et de l'Eau
(AGREE) : 600 millions
USD;

Projet de Développement Local des 145 Territoires (PDL)

Objectifs

Corriger les écarts de développement humain durable entre les zones urbaines et rurales;

Lutter contre la pauvreté, par une réduction des inégalités territoriales;

Transformer les conditions de vie de la population en améliorant significativement l'offre publique de service socio-économique.

Piliers

Améliorer l'accès socio-économique de base aux populations en infrastructures et prestations en milieu rural ;

Assurer le développement économique en milieu rural et local par la promotion des chaînes de valeur;

Renforcer les capacités en gestion de développement local;

Développer un système de suivi géo-référencé de ce programme.

Projet de Développement Local des 145 Territoires (PDL)

Coût : 1,66 milliard de USD, étalé sur 3 ans à financer principalement par le Gouvernement Central

Réhabilitation
des routes de
desserte
agricole

1

Entretien de
routes de
desserte
agricole

2

Construction des
ouvrages d'art
(ponts, bacs et
dalots)

3

Construction des
minicentrales
solaire

4

Éclairage public
avec système
solaire des
lampadaires (1 à
3 Km)

5

Construction des
forages de plus ou
moins 150 m avec
pompe intégrée

6

Aménagement
des sources
d'eau

7

Construction
des marchés
modernes avec
espace à vivre

8

Construction d'un
bâtiment
administratif dans
chaque chef-lieu
des territoires, etc.

9

Construction,
réhabilitation et
équipement des
écoles

10

Construction,
réhabilitation et
équipement des
centres de santé

11

Protéger et sécuriser vos investissements en RDC

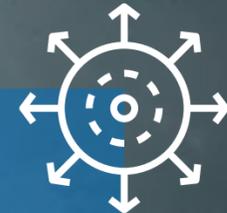
La sécurité est un paramètre déterminant pour permettre à l'investisseur de maximiser ses profits et de récupérer son capital investi en fonction des prévisions.



Mécanismes internes

- 1. Constitution de la République ;**
- 2. Code d'investissement.**

- Interdiction de nationalisation et d'expropriation ;
- Egalité de traitement entre tous les investisseurs nationaux et étrangers ;
- Liberté de transfert des revenus générés;
- Respect des droits acquis.



Mécanismes externes

- OHADA (Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires);
- ACA (Agence pour l'Assurance du Commerce en Afrique);
- CIRDI (Centre International pour le Règlement des Différends en matière d'Investissement);
- MIGA (Agence Multilatérale de Garantie des Investissements);
- Convention de New York pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères ;
- Protocole de la SADC sur les finances et l'Investissement;
- Plusieurs conventions bilatérales de promotion et de protection réciproque des investissements ainsi que celles relatives à la non double imposition.

Obtention des licences d'exploitation et autorisations

ETAPES:

- Lettre de demande à adresser au service concerné ;
- Joindre à celle-ci les éléments du dossier dont : Les preuves de l'existence juridique de l'entreprise ;
- Présentation du projet à réaliser ;
- Paiement des frais administratifs suivant les textes légaux régissant le secteur concerné ;
- Délivrance des autorisations et des licences d'exploitation.
- **NB : Dépendamment du secteur d'activités ciblé, ces formalités peuvent être complétées par d'autres dispositions prévues par les textes légaux régissant le secteur**

Incitations accordées aux investisseurs

01 Code des investissements

- Exonération des droits d'entrée des équipements et matériels
 - Exonération Douanière
- Exonération de la TVA à l'importation pour les nouveaux projets d'investissement

Exonération Douanière

- Exonération de l'impôt sur les bénéfices et profits
 - Exonération Douanière
- Exonération de l'impôt foncier
 - Exonération Fiscale
- Exonération du droit fixe ou proportionnel
 - Exonération Parafiscale

Durée: 3, 4 et 5 ans

02 Loi Agricole

- Exonération des droits et taxes à l'importation des biens, intrants, matières premières et équipements destinés au projet
 - Exonération Douanière
- Exonération de l'impôt sur tout matériel roulant affecté exclusivement à l'exploitation agricole.
 - Exonération Douanière
- Exemption de l'impôt foncier sur les superficies bâties et non bâties affectées exclusivement à l'exploitation agricole
 - Exonération Fiscale

03 Loi sur l'Electricité

- Exonération de la Taxe sur la Valeur Ajoutée pour les investissements de création et pour les projets dans le cadre du partenariat public-privé ainsi que sur l'importation de l'énergie électrique
 - Exonération Fiscale
- Application des tarifs préférentiels d'énergie par Kilowatt/Heure
 - Exonération Douanière
- L'exportation de l'énergie est soumise au taux de 1%.

Durée: 4 ans

Incitations accordées aux investisseurs

Loi n°18/016 du 09 juillet 2018 relative au Partenariat Public-Privé

Garantie accordée par l'Etat

- L'Etat garantit l'exécution effective du contrat, conformément à sa durée et aux engagements des parties, quels que soient les changements du cadre légal et réglementaire régissant ledit contrat ou les changements intervenus dans la direction de l'Etat ou de l'Autorité contractante...» (Art. 15 n°18/016 du juillet 2018 relative au Partenariat Public-Privé).

Durée

- Déterminée en fonction de la nature, de l'objet du contrat et du taux de rentabilité du projet.

Avantages fiscaux

- Un Allègement de l'impôt sur les Bénéfices et Profits de 15% (trois ans).

Incitations accordées aux investisseurs

Décret 20/004 du 5 mars 2020 fixant les avantages et facilités à accorder aux investisseurs opérant dans les ZES en RDC

AMENAGEUR

- Exonération totale de l'impôt foncier, mobilier et professionnel sur les bénéfices pendant 10 ans renouvelable une fois après évaluation.
- Réduction de 50% du taux d'imposition fixé dès la 21ème année.
- Exonération totale de droits et taxes à l'importation sur les machines, l'outillage et les matériel neufs ou d'occasion, les biens d'équipements pendant 10 ans.

ENTREPRISE

- Exonération totale de l'impôt foncier, mobilier et professionnel sur les bénéfices pendant 5 ans renouvelable une fois après évaluation.
- Réduction de 50% du taux d'imposition fixé dès la 11ème année.
- Application du système d'amortissement exceptionnel.
- Exonération totale de droits et taxes à l'importation sur les machines, l'outillage et les matériel neufs ou d'occasion, les biens d'équipements pendant 10 ans.
- Exonération de droits et taxes à l'exportation sur les produits finis pendant 10 ans.

Perspectives de la RDC en Afrique

““

...La position extérieure de la RDC continue de se renforcer, comme en témoigne l'accumulation de réserves de change officielles. Moody's estime que les risques de crédit sont équilibrés à B3 entre le potentiel d'évolutions plus positives des fondamentaux du crédit de la RDC, si les réformes structurelles se poursuivent et que les prix élevés des matières premières soutiennent de nouvelles améliorations de la solidité économique et budgétaire.

Moody's, November 2022

““

Il est connu que 70% du cobalt mondial est produit en RDC. Il est moins connu que la majorité du cobalt destiné aux batteries provient de ce pays.... Il existe un énorme potentiel d'augmentation de la production de cuivre et de cobalt, car de nombreuses zones demeurent inexplorées, ce qui permettrait au pays de devenir une véritable superpuissance en matière d'énergie verte.

ERG in Africa, Mining Review Africa, Novembre 2022

““

...La RDC est devenue le 7ème membre de la CAE en juillet ; avec cette adhésion, la CAE a désormais accès à l'océan Atlantique. Il serait donc très important que davantage de routes et de voies ferrées soient construites pour relier la RDC et la Tanzanie ; une plus grande infrastructure de transport favoriserait le commerce et le transport bilatéraux et pourrait aider d'autres membres de la CAE à se connecter aux océans Atlantique ou Indien.

Geopolitical Monitor, November 2022

Une plateforme innovante au cœur de l'Afrique

Une population de plus de 80 millions d'habitants, dont environ 60 % ont moins de 25 ans.

±250 millions de consommateurs à travers ses neuf pays frontaliers et son appartenance à la CAE, la SADC et la CEEAC.

Développement des infrastructures dans tout le pays, en reliant l'Afrique pour promouvoir le libre-échange et la circulation des populations.

Un pays solution, avec ses forêts tropicales massives et le plus grand puits de carbone au monde.

De vastes terres arables avec un énorme potentiel pour assurer la sécurité alimentaire de l'Afrique

Un énorme potentiel énergétique permettant d'alimenter l'Afrique en énergies renouvelables.

Hub innovant pour des solutions durables et résilientes

ZES pour promouvoir l'industrialisation des marchés locaux et voisins



Travailler avec ANAPI

L'Agence Nationale pour la Promotion des Investissements, créée en 2002 sous l'autorité du Ministre du Plan, est un établissement public visant à promouvoir les multiples opportunités offertes par la RDC et à fournir un appui administratif à tous les investisseurs qui établissent ou étendent leurs activités économiques. **Services:**

« Avant investissements

- Fourniture d'informations ;
- Organisation de séjours ;
- Recherche de partenaires locaux.

○ Pendant les investissements

- Soutien administratif ;
- Octroi d'avantages douaniers, fiscaux et parafiscaux.

» Après investissements

- Soutien aux investisseurs établis ;
- Plaidoyer auprès des services de l'État ;
- un partenariat solide.

PROMOTION
d'une image
positive de la
RDC

PLAIDOYER
pour
l'amélioration
du climat des
affaires

PROMOTION
des
opportunités
du pays

**Missions
fondamentales**

ACCOMPAGNEMENT
administratif et
services aux
investisseurs

Expériences réussies en RDC



Conclusion

- La RDC a traversé de grandes épreuves au cours des deux dernières décennies pour améliorer le climat des affaires. L'ANAPI a initié et coordonné plusieurs réformes fondamentales afin de supprimer toutes entraves aux bonnes pratiques des affaires.
- L'ANAPI est prête à vous accompagner pour la prospérité et la viabilité de vos affaires.
- C'est le désir de la population congolaise de restaurer les bases d'une économie moderne, en réformant les structures, où l'état de droit prévaut.



Merci



ANAPI-RDC



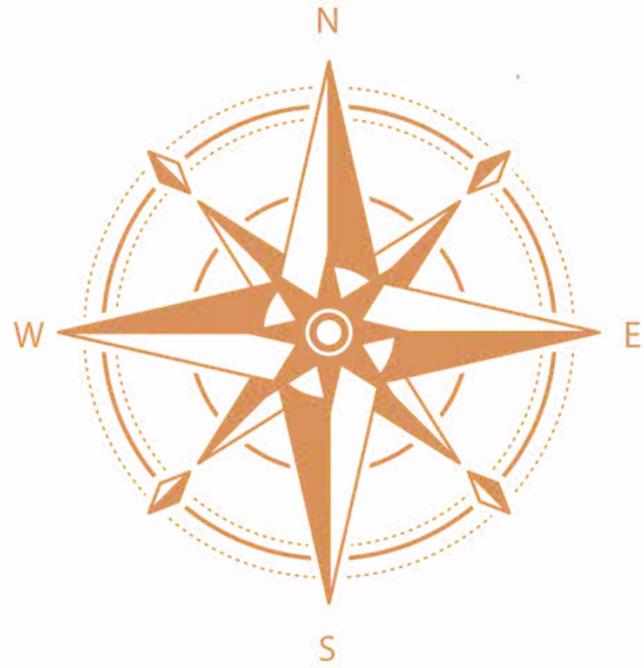
Investindrc



@investinRDC



www.investinrdc.com



AU COEUR DE L'AFRIQUE

LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

